

DISCOURS

M. F. DUFOUR, M. P.
POUR BAGOT.

RÉCIPROCITÉ ILLIMITÉE

PRONONCÉ À LA
CHAMBRE DES COMMUNES
le 23 Mars, 1888.

Puisque aucun besoin public ne le requiert, puisque la compétition n'est pas possible sur plusieurs produits de l'agriculture, pourquoi le président des Etats-Unis déclare-t-il ces impôts inutiles ? pourquoi demande-t-il qu'il soient levés ? Et il est certain qu'avant de lever la barrière qui empêche les effets manufacturés d'entrer aux Etats-Unis, les Américains leveront la barrière pour faire entrer chez eux les produits naturels des autres pays du monde.

Donc, M. l'Orateur, en demandant maintenant le libre échange aux Etats-Unis, c'est fort possible que nous demandions une chose que les Américains désirent, car ils sont dans la nécessité de l'accorder. Mais si tel est le cas, la motion de l'hon. député d'Oxford Sud (sir Richard Cartwright) demande à la nation un sacrifice purement inutile.

Il y a plus, M. l'Orateur. Peut-on raisonnablement, comme l'a dit avec tant d'à-propos l'hon. député de Westmoreland (M. Wood), peut-on accorder le libre échange aux Etats-Unis et le refuser à l'Angleterre. Qu'est-ce que nous accorderaient les Etats-Unis que l'Angleterre ne nous a pas accordé depuis longtemps ? Le libre échange, nous l'avons avec la mère-patrie. Alors, quelle serait la raison d'élever un tarif préférentiel contre l'Angleterre qui nous permet d'exporter chez elle nos produits agricoles et manufacturés. Et il est à remarquer que nous exportons plus en Angleterre de produits de notre agriculture que nous en exportons aux Etats-Unis. Or, l'Angleterre, ne faisant aucune compétition pour les produits agricoles, quelle serait la raison qui pourrait nous forcer convenablement de donner le libre échange aux Etats-Unis, de leur ôter tous les droits qui les empêchent d'importer leurs marchandises et leurs produits agricoles qui viendraient faire concurrence aux nôtres pour certaines classes de produits ? Quelle serait la raison qui pourrait nous obliger de refuser à l'Angleterre ce que nous accorderions à une nation étrangère ? Ce serait une position tout à fait singulière que la mère-patrie ne permettrait pas, car il serait ridicule de compter sur l'Angleterre pour défendre et protéger la puissance du Canada et d'accorder des faveurs commerciales à une nation étrangère à son détriment.

Au reste, M. l'Orateur, le libre échange n'est pas possible quoi qu'aient fait pour en démontrer la praticabilité, l'hon. député de Berthier (M. Beausoleil), et les autres honorables députés qui ont parlé sur cette question. Si nous voulons établir le libre échange, il faudra ou adopter le tarif des Etats-Unis, ou que les Américains adoptent notre tarif. Si nous adoptons le tarif américain, quel est celui qui pourra prétendre que nous avons des capitaux suffisants, que nous avons une classe commerciale suffisante pour lutter contre les classes commerciales et contre les capitaux de la république américaine ? Les Américains feront les exportations pour la puissance du Canada ; toutes les marchandises seront importées pour nous dans les ports des Etats-Unis, et ce sera la ruine de notre commerce ; ce sera la ruine de nos villes maritimes et de nos ports de mer. Maintenant, M. l'Orateur, peut-on croire que les Américains devront adopter notre tarif. Je ne crois pas que nous puissions raisonnablement avoir cette prétention ; il faut mieux y renoncer de suite et ne pas en parler.

Un autre résultat du libre échange sera la taxe directe. L'hon. député de Berthier (M. Beausoleil) qui n'est pas un des hommes les moins habiles de son parti, il s'en faut, a pris le soin de faire comprendre à la Chambre et de dire ici, pour que ses électeurs le sachent, qu'il n'y a pas de danger du tout, pour la taxe directe ; qu'en faisant un peu d'économie nous arriverons à ce résultat surprenant de réduire les dépenses publiques aux chiffres où elles étaient quand ces messieurs ont laissé le pouvoir.

M. l'Orateur, on juge des hommes politiques par leur passé. Je vais me permettre d'examiner un instant avec l'hon. député de Berthier (M. Beausoleil) ce qu'ont

Verite! Verite!

RIEN COMME DE L'ANNONCER

Mesdames et Messieurs: **LABOSE & Cie.**

viennent d'acheter le fonds de Magasin de A. Blais à

43¹/₂ cents. DANS LA PIASTRE

LE MONTANT DU STOCK EST DE

-\$9,089.10-

Voilà ce que nous entendons dire par verite

Nous ne sommes pas obligés de transporter des caisses vides, par les rues pour aveugler une classe respectable de pratiques. AINSI SANS ALLER PLUS LOIN, Vous voulez des

BARGAINS

Vous savez, que M. Blais n'a été dans les affaires que pendant deux ans et son stock ne peut pas être vieux, et comme la plus grande partie de ce magasin consiste en marchandises d'étape, nous allons les vendre **AUX PRIX D'ENVOIS!** Ce qui est une autre preuve que nous annonçons la **VERITE** et rien que la **VERITE.**

LAROSE & CIE

No. 101, Rue Rideau

Departement des Etoffes a robes

Il y en a Un bon assortiment ; nous avons des étoffes à robe depuis 5 cents à 40 cts la verge, bien assorties spécialement pour le printemps. Soies, Satins, pluches, cachemires noirs, crêpes, velours, garnitures, etc. Tout cela rendra nos voisins plus prudents de ne pas charroyer des caisses vides et d'essayer d'égaler par de fausses annonces le public respectable dont notre Capitale est fière. Ainsi venez chez **LAROSE & Cie**, pour des **véritables Bargains.**

TWEEDS

Dans ce Département nous montrerons une bonne étoffe depuis 26 cents à une \$1.00 la verge. Ces marchandises valant le double de cet argent. Effets de toilette pour messieurs, Monchoirs de soie, Bas, Chemises, Corps, Caleçons, cois, cravates, brotells, poignets, etc. Pour être plus bref, que les messieurs qui ne sont pas au courant des prix, amènent leurs femmes avec eux elles seront convaincues que nous sommes réellement en position de faire ce que nous avançons. Venez chez **LAROSE & Cie.**

Departement Domestique

Indiennes, cotons jaunes, cotons blancs, coutils, toiles, couvrepieds, sacs en coton, coton à tisser, étoffes à chemises carreautes, flanelles, coton à draps à oreillers, en variétés infinies, et sur chaque vente nous garantissons d'être plus bas que n'importe quel autre détaillier dans la ville. Remarquez bien l'adresse **LAROSE & Cie.**

Departement des Modes

Rubans, dentelles, gants de kid, gants de cashmere, boutons, bas pour femmes, cravates en soie, en un mot tout ce qui est d'utilité dans une famille. La seule chose que nous vous demandons c'est de bien remarquer la place **LAROSE & Cie.**, 101 rue Rideau

Avis special

Notre département de modiste est sous la direction de Mlles Byrnes et McKeiver. Dans chaque cas nous sommes en position de garantir une coupe parfaite et un ajustement sans réplique des robes, ou il n'y a pas de vente. Ainsi pour une robe dans les derniers goûts Venez chez **LAROSE & Cie.**, 101 rue Rideau.

Regles des Ventes

Nos commis sont tenus d'être polis, et les ventes sont faites strictement pour argent comptant. Pas d'échantillons, pas de marchandises envoyées en approbation : Ce que nous voulons c'est une vente rapide, et un petit profit nous donnera satisfaction. Magasin ouvert de 8 heures du matin à 9 heures le soir.

UNE VISITE EST SOLLICITEE

LAROSE & Cie

101 RUE RIDEAU

fait ses amis quand ils étaient au pouvoir ; s'ils ont ramené les dépenses à la plus basse année du régime conservateur.

D'abord, quant à l'augmentation de la dette publique, de 1874 à 1878, ils l'ont augmentée un peu au delà de \$40,000,000. Quant à l'augmentation des dépenses, elle a eu lieu dans les proportions suivantes : prenons l'année 1873-74. Les dépenses pendant la dernière année du gouvernement Macdonald-Laugevin étaient de \$19,174,000. Durant la première année du régime Mackenzie elles ont dépassé un peu \$23,000,000. L'année suivante, elles ont atteint \$24,000,000. L'année d'après, \$23,500,000, et l'année suivante encore \$23,500,000. Qu'est-ce que prouve, M. l'Orateur, l'histoire des deux partis politiques dans cette Chambre et dans le pays ? Elle prouve le contraire des assertions faites par l'hon. député de Berthier.

Les dépenses bien loin de diminuer iront en augmentant si le pays progresse. De 1874 à 1878, les dépenses ont augmenté quoique le pays ait peu progressé ; quoique ce soit une des périodes où nous ayons le moins de progrès à constater dans l'histoire politique de notre pays, c'était une période de véritable décadence sous le tarif de revenu. Et cependant, la dette publique et les dépenses ont augmenté alors considérablement. Comment l'hon. député peut-il raisonnablement prétendre qu'un pays continue à se développer et à produire ce phénomène prodigieux qu'aucun gouvernement passé ni futur ne produira, de diminuer les dépenses en même temps que le pays progresse.

Donc, M. l'Orateur, malgré les promesses fallacieuses faites par les honorables députés de la gauche, nous n'avons aucun espoir si nous les jugeons par leur passé. Je ne veux pas leur faire un reproche de l'augmentation des dépenses de 1874 à 1878, vu que ce n'est pas le temps de discuter ce point-là. Je veux seulement constater le fait que sous leur administration leur dette a augmenté considérablement. Je constate de plus, qu'un pays qui progresse doit en même temps augmenter ses dépenses, le service public l'exige.

L'hon. député de Berthier (M. Beausoleil) ayant tourné son télescope par le petit bout, voit qu'il n'est pas possible que le revenu de nos douanes diminue de plus de 7 millions de piastres. Il dit que c'est à peu près ce que nous prélevons sur les importations actuelles des Etats-Unis. Mais, M. l'Orateur, je vous le demande, et je le demande à la Chambre, est-il raisonnable de dire que nos revenus douaniers ne vont diminuer que du montant que nous percevons sur les importations des Etats-Unis ? N'est-il pas plus raisonnable de dire que l'industrie américaine, développée comme elle l'est actuellement aux Etats-Unis, pourra exporter tout ce qu'il lui plaira au Canada, quand nous aurons, comme l'a dit l'honorable député de Berthier (M. Beausoleil), un tarif protecteur contre toutes les autres nations de l'univers ? N'est-il pas raisonnable de dire que les Etats-Unis fourniront à la puissance du Canada presque tous les articles, toutes les choses dont nous avons besoin pour la consommation. Qu'est-ce que les Etats-Unis ne nous peuvent fournir en fait de lainages, de cotonnades, de cuirs, de produits agricoles, de ferronneries ? Or, M. l'Orateur, si les Etats-Unis peuvent nous fournir tous ces objets sous un traité de réciprocité qu'aurez-vous à demander aux autres pays étrangers.

Je crois donc que nous devons raisonnablement présumer que non-seulement nos douanes diminueront de 7 millions mais que la diminution se chiffrera plutôt par 15 à 16 millions de piastres. De 22 millions que sont les revenus de nos douanes aujourd'hui, nous aurons à payer environ 16 millions de taxes directes, et nous aurons gagné, en exportant sans droits, nos produits aux Etats-Unis, environ 8 millions de piastres. Ce sera probablement le montant de droits qui nous restera au pays sur nos exportations, lorsque le tarif américain, tel qu'il doit être modifié par le Congrès, l'aura été prochainement. Ainsi, nous perdrons 15 millions de droits pour éviter de payer 8 millions de taxes directes. Et ces trois millions, imposés surtout sur des marchandises de luxe et de fantaisie, ne sont pas supportés par les cultivateurs, comme mon honorable ami le prétend ; mais par les classes riches des villes, qui peuvent se donner le luxe de porter de beaux habits.

(A Continuer)